

Non à la chasse aux enfants !

DÈS AUJOURD'HUI, nous pouvons nous attendre à une intensification des arrêtés d'expulsions visant des milliers de sans-papiers, notamment les familles avec enfants puisque ces derniers auront fini leur année scolaire et, donc, pour l'État, leur scolarité sur le sol français.

De plus, les préfets ordonnent aux chefs d'établissement d'établir la liste des enfants sans papiers, sous leur responsabilité, et de la remettre à la police afin que celle-ci puisse aller les chercher directement jusque dans les salles de classe et les cours de récréation.

Ceci nous renvoie aux heures les plus sombres de notre histoire lorsque ces mêmes policiers de la République multipliaient les rafles contre les enfants juifs et leurs familles pour les emmener vers un sort macabre tout à fait prévisible. Parce que nous retenons les leçons de l'histoire, nous ferons tout pour que cela ne se reproduise pas. Nous disions: « Plus jamais ça ». Nous le disons toujours. Les différentes lois sur l'immigration votées par la droite ou par la gauche sont toutes xénophobes et déshumanisantes, leur objectif commun consistant, quoi qu'il arrive, à exclure les étrangers de tous leurs droits, même les plus fondamentaux, tels que la scolarisation, l'hospitalisation, les différentes aides sociales, le droit au travail, etc.

Le contrôle de l'immigration se traduit par la discrimination et l'humiliation envers toute personne d'une autre nationalité, qu'elle soit homme, femme, enfant, voire nouveau-né.

Avec pour projet de décourager les futurs migrants, les gouvernements nient le droit à la libre circulation, celui de vivre et de travailler où on le désire, de pouvoir rejoindre ses proches et d'acquérir un peu d'aisance. Pire encore, ils créent un marché de la clandestinité incontrôlable organisé par des mafias sans scrupules.

La droite comme la gauche inondent les médias de propos mensongers dans le but de justifier leurs actes et de diviser la population, pour ne pas reconnaître leur incapacité à partager les richesses et fournir le minimum vital à toutes et à

tous. Les immigrés sont loin de vivre dans le luxe et de « nous ôter le pain de la bouche », les statistiques nous montrent même qu'ils sont les plus touchés, les plus fragiles.

L'invasion de nos pays par les habitants des contrées les plus pauvres est un mythe: la libre circulation au sein de l'Union européenne n'a pas eu pour conséquence l'immigration massive des défavorisés de Grèce ou du Portugal vers les pays scandinaves où l'on bénéficie pourtant d'une bien meilleure protection sociale.

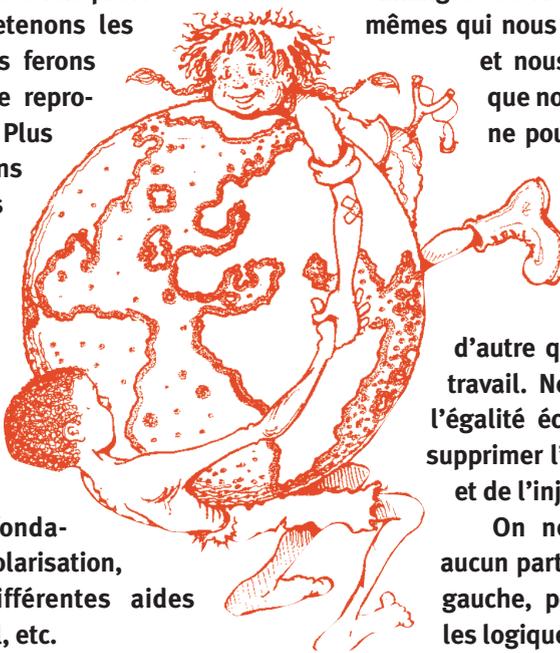
Ce ne sont pas les immigrés qui sont la cause de nos problèmes, mais ce système qui appauvrit les uns et enrichit les autres, autrement dit les patrons et leur allié l'État responsable de la précarité légale et légitime.

Immigrés ou Français, ce sont toujours les mêmes qui nous contrôlent, nous imposent et nous appauvrissent; c'est eux que nous devons combattre. Nous ne pourrions supprimer la misère et le chômage sans exproprier les patronats de tous les pays, sans remettre en cause le salariat, qui n'est rien d'autre que le vol du fruit de notre travail. Nous ne pourrions conquérir l'égalité économique et sociale sans supprimer l'État, garant des privilèges et de l'injustice.

On ne peut faire confiance à aucun parti politique, de droite ou de gauche, pour rompre vraiment avec les logiques xénophobes: la question de « l'immigration » est trop juteuse pour qui veut se faire élire.

Étrangers ou Français, nous devons lutter ensemble, rester solidaires et ne compter que sur nous-mêmes pour gagner l'égalité et la liberté. Tous les individus auxquels il reste une conscience doivent se mobiliser pour exprimer leur révolte contre ce crime qui se fait en leur nom, qui permet, parce qu'une personne n'est pas en possession d'un bout de papier, qu'on puisse l'expulser dans l'apathie générale.

Les frontières des États et des patrons, tracées dans le sang, ne sont pas les nôtres... Aucun être humain n'est illégal! Liberté de circulation et d'installation! Abolition de toutes les barrières qui séparent les individus et les peuples!



Abrogation des lois xénophobes, racistes et sécuritaires!

(Pasqua, Debré, Chevènement, LSQ, loi Perben, LSI, loi Sarkozy sur la prévention de la délinquance, CESEDA sur l'immigration choisie)

Qui sommes-nous ?

Les anarchistes luttent pour une société libre, sans classe ni État, ayant comme buts premiers:

- L'égalité sociale et économique de tous les individus.

- La possession collective ou individuelle des moyens de production et de distribution, excluant toute possibilité pour certains de vivre en exploitant le travail des autres.

- L'égalité dès la naissance des moyens de développement, c'est-à-dire d'éducation et d'instruction dans tous les domaines de la science, de l'industrie et des arts.

- L'organisation sociale sur les bases de la libre fédération des producteurs et des consommateurs, faite et modifiable selon la volonté de leurs composants.

- L'abolition du salariat, de toutes les institutions étatiques et formes d'oppression qui permettent et maintiennent l'exploitation de l'homme par l'homme, ce qui implique la lutte contre les religions et les mysticismes, même s'ils se cachent sous le manteau de la science, contre le patriotisme et pour la fraternisation de tous les groupes humains, et l'abolition des frontières.



C'est la société entière que nous voulons reconstruire sur une base de respect et d'entraide, non pour un individu, une classe ou un parti, mais pour tous les individus; la question sociale ne pouvant être résolue définitivement et réellement qu'à l'échelle mondiale.

Lisez

le monde
libertaire

Hebdomadaire de la Fédération anarchiste
Chaque jeudi, 2€ en kiosque ou par abonnement

Je souhaite

- Rencontrer des militants de la Fédération anarchiste
- Recevoir trois numéros du *Monde libertaire* gratuitement

Nom et prénom

Adresse

Merci de retourner ce bon à: FA, 145, rue Amelot, 75011 Paris

Fédération anarchiste

**CELUI QUI SE BAT PEUT GAGNER,
CELUI QUI NE SE BAT PAS A DÉJÀ PERDU !**